

ACTU DÉFENSE

SYNTHÈSE DU POINT PRESSE

JEUDI 6 OCTOBRE 2016

POLITIQUE JEUNESSE DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

La jeunesse prend aujourd'hui toute sa part des défis que notre pays doit relever pour sa Défense. Les récents attentats ont par ailleurs suscité une demande croissante d'engagement citoyen. La politique de la Défense vis-à-vis de la jeunesse vise à y répondre et se décline en deux axes :

- le **défi de l'attractivité** car les armées doivent maintenir une moyenne d'âge basse (33,4 ans) et recruter (26 000 civils et militaire en 2016), conditions premières du succès des opérations ;

- la **transmission de la culture de Défense** par l'éducation civique et citoyenne.

La Défense s'engage pour la jeunesse en s'appuyant sur des dispositifs aussi divers que

complémentaires qui ont fait leur preuve et qui sont aujourd'hui en phase de dynamisation : Journée Défense et citoyenneté (JDC) (environ 800 000 jeunes par an), Plan égalité des chances (classes de Défense et de sécurité globale, ouverture sociale des lycées de la Défense aux boursiers méritants dans les classes du secondaire, création dans chacun d'entre eux d'une classe de préparation aux études supérieures, passerelle pour l'accès aux grandes écoles de la Défense, cadets de la Défense), offre de stages qualifiants et de formations en alternance, de CAP à BAC+3 (plus de 10 000 places par an), Commission armées-jeunesse, 12 000 places de périodes militaires d'initiation et de perfectionnement de la Défense nationale donnant la possibilité à des jeunes de vivre une première expérience militaire.

Les armées, directions et services jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de ces dispositifs. Les besoins de la Défense et les nécessités de la cohésion nationale exigent des efforts constants et une cohérence forte, c'est pourquoi **le ministre a souhaité que la politique jeunesse et sa gouvernance soient renforcées et renouvelées**. Ainsi, le 1^{er} juillet, le **général de corps d'armée Philippe Ponties a été nommé à la tête de la Direction du service national**

(DSN), laquelle voit ses attributions élargies à la coordination de l'ensemble des actions jeunesse du ministère.

Compte tenu du contexte, les attentes et les enjeux de la jeunesse sont plus que jamais centraux pour la Défense. Le renforcement de la gouvernance vise à consolider ce dispositif sur plusieurs fronts, avec par exemple la poursuite jusqu'à l'été 2017 de l'expérimentation du Service militaire volontaire et l'actualisation des modules de la JDC.

Avec environ 30 000 jeunes pour le plan égalité des chances, 30 000 recrutements par an (active et réserve), 10 000 stages et l'ensemble d'une classe d'âge en JDC, la Défense met clairement la jeunesse au cœur de ses priorités.

Une politique de Défense inclusive et soucieuse des moins favorisés permet de fortifier la cohésion nationale.



LES JEUNES ET LA DÉFENSE EN CHIFFRES

La DICOd a réalisé cette année, en collaboration avec CSA, un sondage sur la perception qu'ont les 15-29 ans de la Défense et des armées. La première préoccupation des jeunes demeure sans surprise l'accès à l'emploi (47%), mais le terrorisme arrive très vite derrière, en deuxième position (45%). Interrogés sur les valeurs dont ils se sentent les plus proches, les jeunes répondent majoritairement le respect (68%) et l'esprit de famille (54%). Bien que 78 % d'entre eux aient une image très positive de la Défense, ils ne citent l'engagement (18%) ou le dépassement de soi (17%) que beaucoup plus rarement. **Une image positive mais qui met en évidence un décalage entre la perception de la Défense et les valeurs affichées spontanément. C'est bien tout l'enjeu d'une politique cohérente et coordonnée autour de la jeunesse.**

AGENDAS MINISTÉRIELS

RENCONTRE DU MINISTRE DE LA DÉFENSE AVEC SON HOMOLOGUE MALAISIE



Le ministre de la Défense a rencontré mardi 4 octobre son homologue malaisien, M. Dato Seri Hishammuddin Bin Tun Hussein pour le Haut comité stratégique de coopération

et de Défense (HCSCD). La création en 2014 de ce cadre juridique, remplaçant le dialogue stratégique de 1993, offre la possibilité de faire évoluer la relation militaire, majoritairement adossée à des contrats d'armement, vers une coopération plus opérationnelle.

Une 3^e édition, très positive, qui témoigne du renforcement du dialogue et du partenariat franco-malaisien.

COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE



Jean-Yves Le Drian et son homologue allemande, Ursula von der Leyen, ont reçu le 4 octobre, le prix du Courage en politique, décerné par la revue *Politique internationale* pour leur engagement en faveur de l'Europe de la Défense.

A cette occasion, les ministres ont signé une déclaration d'intention visant à définir les modalités de mise en commun d'avions de transport C-130J. M. Le Drian a déclaré qu'il s'agissait d'une « avancée significative qui poursuit le travail que nous avons engagé ensemble ».

Le 29 janvier 2016, la DGA a commandé quatre C130J neufs à l'armée de l'air américaine, qui seront livrés d'ici 2019. Deux des quatre appareils disposeront d'une capacité de ravitaillement en vol des hélicoptères. Ces appareils viendront renforcer le segment médian de la flotte de transport tactique de l'armée de l'air, actuellement composé des C160 Transall et C130H Hercules.

DÉPLACEMENT SUR LE CHARLES DE GAULLE



Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian s'est rendu jeudi sur le porte-avions *Charles de Gaulle*, en opérations en Méditerranée, pour aller à la rencontre des militaires français engagés dans l'opération Chammal et «montrer la détermination» de la France face à Daech. Le ministre a par ailleurs indiqué que le déploiement du groupe aéronaval représentait «un acte politique [...] avant que ne s'engagent des opérations majeures en Irak».

EXPOSITION QUE POUVAIENT-ILS FAIRE ? RÉSISTANCE AU NATIONAL-SOCIALISME 1939-1945

Mardi 4 octobre, le secrétaire d'État aux Anciens combattants et à la Mémoire, Jean-Marc Todeschini a inauguré avec Ursula von der Leyen, ministre fédérale allemande de la Défense l'exposition *Que pouvaient-ils faire ? Résistance au national-socialisme 1939-1945*, au musée du Général Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris-Musée Jean Moulin. Cette exposition, réalisée par la Fondation 20 juillet 1944, en coopération avec le Mémorial de la résistance allemande, met en valeur la diversité des engagements dans la résistance au nazisme de certains Allemands.

[Voir ici](#)

Mercredi 5 octobre, le SEDACM a été auditionné sur le PLF par la commission de la Défense nationale à l'Assemblée nationale.

[Voir ici](#)

Jeudi 6 octobre, M. Todeschini a lancé le site internet *Fusillés, exécutés, massacrés, morts en action pendant la Seconde Guerre*. Il comporte déjà 10 000 notices biographiques des victimes de la répression. Ce projet est le fruit d'un travail scientifique soutenu notamment par le CNRS, l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et l'université de Caen, et porté par l'association *Pour un Maitron des fusillés et exécutés*.

[Voir ici](#)

RECRUTEMENT, LE DÉFI DE L'ATTRACTIVITÉ :

Lors d'une intervention aux Assises de la réserve en mars 2016, le **ministre de la Défense a déclaré** : « le métier de militaire requiert toute la vigueur et l'énergie des jeunes générations ». En effet, la Défense est composée d'environ 203 000 militaires, d'une moyenne d'âge de 33,4 ans et avec une ancienneté moyenne de 12,5 ans. 63 % d'entre eux sont contractuels et font donc des carrières courtes. Il faut, en effet, une population jeune pour assumer les engagements opérationnels exigeants de la France. Ainsi, en 2016, le ministère de la Défense recrutera 26 000 personnes. Un défi majeur qui fait de la Défense le premier recruteur public français. Le défi de l'attractivité est donc important et requiert des actions multiples envers la jeunesse, ainsi qu'une politique ministérielle cohérente. Une politique qui doit permettre aux recruteurs, notamment des trois armées, de transformer l'intérêt en acte d'engagement. Environ 10 % des jeunes se disent intéressés par les armées et leurs métiers.

RECRUTEMENT DE LA MARINE NATIONALE :

Le **premier maître Fabrice**, du Centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) de Meaux/Melun et animateur à la Journée Défense et citoyenneté (JDC), a présenté le recrutement de la marine nationale effectué auprès des jeunes. Chaque année, 3 500 jeunes de 16 à 29 ans sont recrutés, leur ouvrant ainsi les portes de 50 métiers et d'une centaine de qualifications. Ces nouvelles recrues, en s'engageant, désirent découvrir la vie de la marine et la vie de marin, le compagnonnage et la vie en équipage sur un bâtiment, ainsi qu'une formation leur permettant d'acquérir des compétences techniques et spécifiques. De son contact avec les jeunes, il ressort l'envie de reconnaissance à travers leur engagement dans la marine nationale.



ARMÉE DE L'AIR :

BREVET D'INITIATION À L'AÉRONAUTIQUE : « LIEN POUR GUIDER LA JEUNESSE »

Le **lieutenant-colonel de Saint-Exupéry** a présenté le Brevet d'initiation à l'aéronautique (BIA). Ce diplôme de l'éducation nationale, gratuit et accessible pour tous à partir de 13 ans, familiarise **10 000 jeunes par an** aux métiers du secteur aéronautique. Depuis 2015, l'armée de l'air en est devenu un partenaire important (2 000 jeunes formés par l'armée de l'air en 2016). Cet engagement participe au rayonnement de l'armée de l'air mais aussi et surtout à consolider le lien armée-jeunesse et à guider les jeunes se destinant aux métiers de l'aéronautique civil ou militaire. Une soixantaine de cours de 1h30 autour de matières telles que la météorologie, l'aérodynamique ou l'histoire de l'aéronautique, qui s'achèvent par un vol offert aux jeunes. À cette occasion, ils peuvent vivre leur première réelle expérience aux commandes d'un avion. Cette présentation a été accompagnée du témoignage de deux collégiens, Chloé et Ilan, récemment diplômés. Il en ressort une **expérience enrichissante**, ayant su leur procurer un enthousiasme pour le secteur aéronautique voire l'envie d'une future carrière. En 2017, l'armée de l'air se donne pour objectif de former **2 500 jeunes**.



ACTUALITÉS DE LA DÉFENSE

ARMÉE DE TERRE :

LE COACHING RH DE L'ARMÉE DE TERRE RÉCOMPENSÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Sous le haut patronage de **Claude Bartolone**, président de l'Assemblée nationale, la 7e édition du prix du management public de l'année s'est déroulée mercredi 5 octobre, récompensant dans la catégorie « *relation usagers* » l'excellence RH de l'armée de terre, via l'application de coaching recrutement « *sengager.fr* ».



Ce logiciel pour mobile constitue la première application en France à offrir à la fois du coaching RH et sportif.

Pour l'armée de terre, dans un contexte de remontée en puissance des effectifs, ce dispositif a permis ces derniers mois d'affiner les demandes des jeunes attirés par le métier des armes. Ainsi, en l'espace de huit semaines, les candidats potentiels bénéficient, via l'application, d'une préparation personnalisée utilisant les dernières technologies (GPS, détection de mouvements, etc.).

Les bénéficiaires de cette nouvelle application sont sans appel : les candidats sont mieux informés, ce qui constitue pour l'armée de terre une véritable aide pour mieux cerner leur demande en fonction de leur profil.

Une partie publique gratuite de l'application est téléchargeable dans les «stores» (Apple et Android). Une fois le jeune lancé dans le parcours d'engagement, une nouvelle partie privée gratuite est débloquée par les conseillers en recrutement.

L'INFO EN +

sengager.fr en quelques chiffres :

- Près de **33 000 téléchargements** en un an, ce qui correspond au volume de candidats qui passe chaque année en évaluation (environ 30 000) ;
- **267 000 visites** soit en moyenne 9 par utilisateur ;
- Plus de **6 millions** de pages vues.

INDUSTRIELS ET MILITAIRES, ENSEMBLE POUR LA MAINTENANCE ALAT

L'ADS SHOW (28-29 septembre) était l'occasion de présenter les particularités et les savoir-faire du Maintien en condition opérationnel (MCO) aéronautique de la Défense et les attendus vis-à-vis des acteurs industriels dont dépend fortement la capacité de l'armée de terre à assurer le soutien de ses hélicoptères en métropole et en opération. La maintenance des aéronefs de l'Aviation légère de l'armée de terre (ALAT) représente un enjeu majeur en vue d'assurer un engagement opérationnel efficace.

La présence sur le salon du 9^e Bataillon de soutien aéromobile (9^e BSAM), en tant qu'acteur central du soutien opérationnel des aéronefs de l'ALAT, illustre la coordination déjà existante avec les industriels. En effet, dans le but d'accroître l'efficacité du MCO des hélicoptères, l'entretien et la réparation des matériels nécessitant un certain niveau d'expertise sont effectués par les industriels. Cette maîtrise d'œuvre privée permet de faire face au besoin croissant qu'implique les engagements opérationnels des détachements d'aéronefs de l'ALAT.

« DGA LAB » : INCUBATEUR D'INNOVATION

Chaque année, la Direction générale de l'armement consacre plus de 700 millions d'euros à la recherche et au développement et au soutien de l'innovation. Dans le cadre, la DGA a créé le « DGA Lab », installé à Issy-les-Moulineaux avec pour objectif de tirer pleinement profit de la dualité civilo-militaire dans le domaine de l'innovation technologique. Le DGA Lab a vocation à capter le meilleur de l'innovation, à imaginer les nouveaux usages pour la Défense et à valoriser les innovations des entreprises de Défense vers des marchés civils, pour leur assurer des relais de croissance.

En résumé, une équipe de veille technologique permanente et des événements destinés à favoriser la découverte, l'échange entre acteurs civils et militaires de l'innovation technologique.



Système : 1 Pam
Opérateur : 1
Temps : 60 min
Perte matériel : 0%

LEVANT : OPÉRATION CHAMMAL

Appréciation de situation

Sur l'ensemble du théâtre du Levant, la pression continue d'augmenter sur les dernières grandes emprises de Daech. Peu à peu affaiblie par les avancées militaires, l'organisation fait face à une augmentation du nombre de défections dans ses rangs et adapte ses modes d'action à la situation : elle multiplie les attentats et les actions de harcèlement, notamment dans l'Anbar et à Bagdad, pour fixer les troupes et gêner la poursuite de la libération progressive du territoire.

Activité de la force Chammal

Sur l'ensemble du théâtre, la préparation des opérations futures se traduit par une phase de repositionnement ou de consolidation des lignes de défense qui limitent les activités des forces.

Appui : volet aérien



Le groupe aéronaval (GAN) a achevé sa phase de montée en puissance. Il a donc intégré officiellement l'opération Chammal

le 30 septembre. Les avions qu'il met en œuvre effectuent, depuis, des missions opérationnelles au sein de la coalition.



Cette semaine, 63 sorties ont été conduites par les avions français de l'opération Chammal au profit de la coalition :

7 vols d'ISR ont été menés par des *Rafale* ou par l'ATL2 tandis que les avions de commandement et de contrôle de l'espace aérien ont réalisé 6 sorties (E-2C *Hawkeye* et E-3F *Awacs*).

50 sorties de reconnaissances armées et de frappes planifiées (CAS/AI) de *Rafale* ont ainsi permis la réalisation de 15 frappes et la destruction de 19 objectifs.

Appui feu – TF Wagram

La TF Wagram déployée sur la base de Q-West a atteint sa pleine capacité opérationnelle. Elle poursuit ses actions en coordination avec les autres éléments d'artillerie de la coalition et en appui des troupes irakiennes au sol.

Cette semaine, la TF Wagram a concentré son action sur la défense de la base avancée de la coalition et l'appui aux FSI dans la région de Qayyarah :

15 missions visant à entraver la liberté de manœuvre de l'ennemi (ex : séquence de tir pour empêcher la mise en batterie de pièces d'appui de Daech),

6 missions de tirs d'obus éclairants pour favoriser les détections par les FSI et gêner les tentatives d'infiltration,

1 mission de destruction de position ennemie (tir de contre batterie contre un emplacement de mortier de Daech).



Les engagements du GAN et de la TF Wagram au sein de l'opération Chammal correspondent à la volonté politique française d'intensification de l'effort contre Daech.

Ces moyens inscrivent leur action dans celle de la coalition. Ils viennent compléter les moyens de l'armée de l'air (avions de chasse, ravitailleurs, E-3F) et de la marine (*Atlantique 2* –ATL2) déployés en permanence depuis 2 ans sur zone. Les vols réalisés par le groupe aérien embarqué comme les appuis que viennent fournir les canons Caesar constituent un renforcement significatif de notre pilier appui au sein de l'opération qui permet potentiellement d'intensifier les frappes.

Le pilier appui de l'opération *Chammal* constitué autour des moyens aériens et d'artillerie est complété par le pilier formation avec les détachements français présents à Bagdad et à Erbil au sein des TF *Narvik* et *Montsabert* au service des forces armées irakiennes.

FORCES ARMÉES EN GUYANE : HARPIE

Pilotée par le préfet de la région Guyane et le procureur de la République, la lutte contre l'orpaillage illégal (LCOI) est conduite conjointement par les FAG, les forces de gendarmerie, les autres services de l'État et le parc amazonien de Guyane (PAG).

La stratégie globale de lutte contre l'orpaillage illégal fixée par le préfet se développe selon quatre axes :

- le développement de la coopération internationale ;
- le traitement judiciaire du phénomène ;
- la réoccupation de l'espace par des activités légales ;
- la mission « HARPIE ».

Dans un contexte où la situation économique des pays voisins rend « l'eldorado français » plus attrayant, la pression des FAG et de la gendarmerie reste importante. Depuis 2015, l'action des services de l'État porte peu à peu ses fruits.

Conduite du 4 juillet au 30 septembre, l'opération Korbo III avait pour principal objectif de maintenir un effort significatif à l'encontre de l'orpaillage illégal dans le prolongement des opérations précédentes.

Le bilan suivant de l'opération peut se résumer ainsi : 260 hommes et femmes des FAG et 124 gendarmes déployés ; 364 patrouilles hors opérations majeures ; 279 sites ont été contrôlés ; 142 sites ont fait l'objet de saisies et de destruction sous le contrôle de la gendarmerie ; 137 sites se sont révélés inoccupés.

Deux opérations conjointes ont été conduites avec le Suriname et le Brésil.

Le succès global de cette opération souligne le bien-fondé de la stratégie adoptée et la synergie sur le terrain entre les militaires et les autres services de l'État. La coopération renforcée avec les États voisins, le contrôle du terrain et des voies d'approvisionnement dans la durée portent leurs fruits. Les FAG sont pleinement partie prenante de cette stratégie. Elles y jouent et continueront d'y jouer un rôle moteur et déterminant.



MARINE : SAISIE DE STUPÉFIANTS AUX ANTILLES

Dans la nuit du 2 octobre 2016, la frégate de surveillance *Germinal* a intercepté un go fast puis un navire de pêche Vénézuélien, son « mothership », à 55 nautiques à l'ouest des îles des Saintes. Pris en chasse par la frégate de surveillance *Germinal* et son hélicoptère *Panther*, le go fast a fui et a rejeté à la mer plusieurs ballots. L'intervention immédiate a permis la récupération d'environ 150 kg de cocaïne et 75 kg de marijuana. Une importante somme d'argent a par ailleurs été saisie sur le navire de pêche. A la demande des autorités vénézuéliennes, le navire et son équipage, la drogue et l'argent ont été pris en charge par les garde-côtes. Cette saisie conforte la coopération entre la France et le Venezuela dans la lutte contre le narcotraffic.

Cette opération porte le bilan de cette année 2016 à près de 3,68 tonnes de drogue interceptées en mer par l'action conjointe de l'ensemble des services de l'Etat dans la zone maritime Antilles. Ce sont autant de doses qui ne circulent pas dans nos villes et un flux financier conséquent qui n'alimentera pas les circuits du terrorisme et du banditisme.

